



Organisation
internationale
du Travail



Examen des politiques de l'emploi dans le monde 2023

Des politiques macroéconomiques
favorables à la relance
et la transformation structurelle

Résumé analytique

► Examen des politiques de l'emploi dans le monde 2023

Des politiques macroéconomiques
favorables à la relance
et la transformation structurelle

Bureau international du Travail, Genève



► Résumé analytique

À propos de l'Examen des politiques de l'emploi dans le monde

L'Examen des politiques de l'emploi dans le monde (GEPR) (disponible en anglais seulement, sous le titre Global Employment Policy Review) a été lancé en 2020 sous la forme d'une publication bisannuelle, à l'initiative du Département de la politique de l'emploi, de la création d'emplois et des moyens de subsistance (précédemment Département des politiques de l'emploi) du Bureau international du Travail (BIT). Cet examen a pour objectif de renforcer la contribution de l'OIT aux débats sur la politique de l'emploi dans le monde en donnant une plus grande visibilité aux travaux de recherche permanents axés sur les orientations politiques tout en encourageant de nouvelles études sur ce thème.

Le cœur du GEPR est constitué de chapitres thématiques qui portent sur des problèmes de fond, tant persistants qu'émergents. Chaque chapitre est conçu pour être autonome et représente le point de vue de ses auteurs, tout en voulant donner des messages clairs d'orientation. Les chapitres ont aussi été sélectionnés pour illustrer au mieux les réflexions actuelles de l'OIT sur les défis rencontrés sur le plan mondial en matière de politique de l'emploi. Le GEPR met notamment l'accent sur les difficultés liées à la conception et à la mise en œuvre des politiques, pour que ses chapitres soient aussi utiles que possible aux pays qui élaborent et introduisent de nouvelles politiques de l'emploi ou à ceux qui réforment les politiques déjà en place.

Réorienter les politiques macroéconomiques vers le plein emploi et les emplois décents

Cette deuxième édition de l'Examen des politiques de l'emploi dans le monde s'intéresse aux politiques macroéconomiques et à la création d'emplois décents, en s'appuyant sur l'analyse approfondie de la première édition consacrée aux transformations structurelles. Du point de vue de l'OIT, la transformation structurelle a pour objet de faciliter les évolutions dans la composition de l'emploi et de la production vers des secteurs économiques plus productifs et de traduire les gains de productivité en emplois plus nombreux et de meilleure qualité répartis équitablement (OIT, 2020, p. 17). Une telle transformation structurelle nécessite comme condition préalable des politiques macroéconomiques favorables à l'emploi comprenant un ensemble d'éléments actuellement absents des politiques macroéconomiques traditionnelles.

Il est essentiel de réorienter les politiques macroéconomiques vers le plein emploi et les emplois

décents, car le monde – outre la pandémie du COVID-19 et les multiples crises récentes – est confronté à des défis constants causés par les facteurs de changement dans le monde du travail, notamment la mondialisation, le dérèglement climatique, les évolutions démographiques et la numérisation. Cette approche doit intégrer des politiques macroéconomiques, sectorielles et du marché du travail qui se renforcent mutuellement afin de faire progresser la transformation structurelle et de surmonter les difficultés qui en découlent en matière d'emplois. L'intégration est essentielle: résoudre les déséquilibres macroéconomiques ne suffit pas, si cette mesure reste isolée. Des dispositifs-cadres en faveur de l'emploi qui amènent une transformation structurelle inclusive par des articulations nombreuses avec tous les domaines de la politique économique et sociale, notamment les politiques macroéconomiques et sectorielles, sont essentiels pour que les transitions qui en résultent soient inclusives et profitent aux plus vulnérables.

Cette édition reconnaît que, ces dernières années, les politiques macroéconomiques ont joué un rôle important non seulement comme outil d'intervention en temps de crise, mais aussi comme



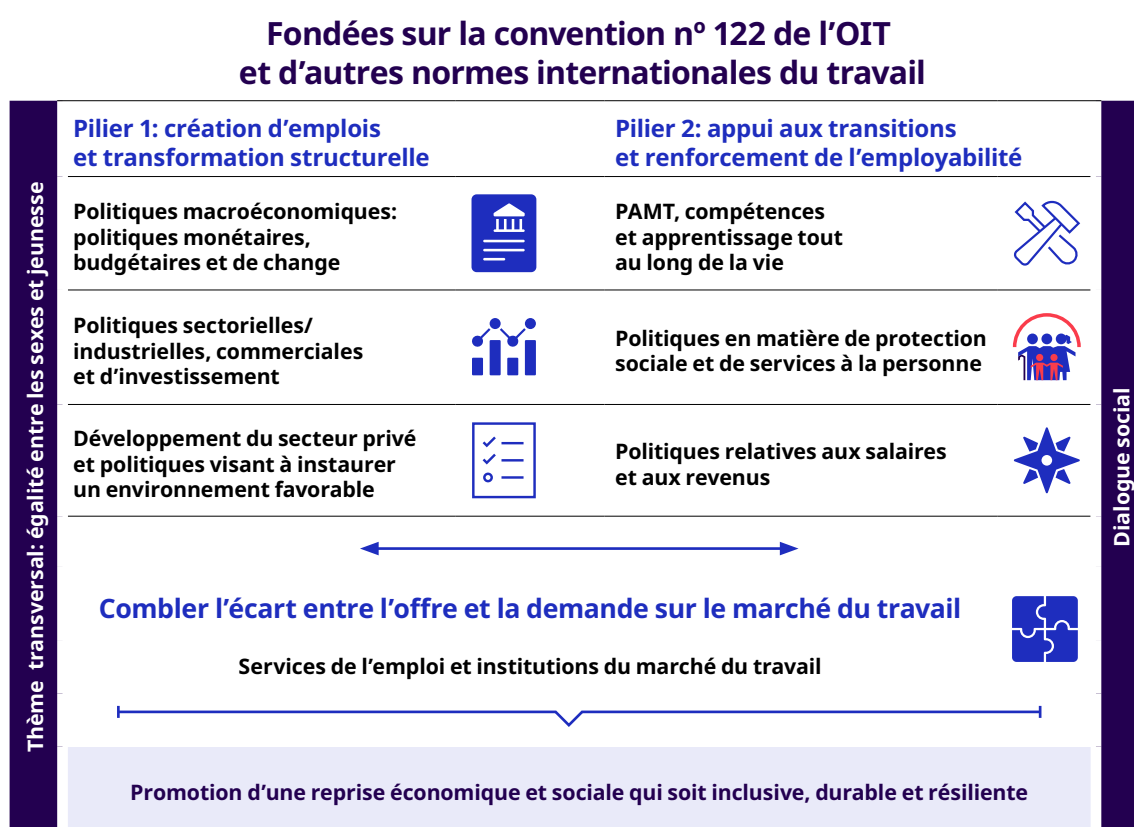
moyen essentiel permettant de trouver des voies vers la transformation structurelle et cerner leur impact sur l'emploi et la justice sociale. Dans le contexte actuel de crises multiples (notamment les chocs sur les prix et le commerce mondial qui découlent du conflit en Ukraine et, plus généralement, les déséquilibres mondiaux), les décideurs politiques sont confrontés à un ensemble complexe de problèmes liés au marché du travail et à des situations de relance inégales au sein d'un pays et d'un pays à l'autre. En tant qu'outil en situation de crise, les politiques macroéconomiques prennent la forme d'interventions monétaires, fiscales et financières, et sur les cours de change, qui sont toutes des moyens clés pour atténuer l'impact d'une crise en calmant les marchés et les flux financiers, tout en encourageant la demande globale. À moyen et long terme, les politiques macroéconomiques doivent aider à lutter contre les inégalités croissantes qui résultent de crises immédiates et de problèmes de longue durée dus aux facteurs de changement dans le monde du travail, en encourageant les formes de transformation structurelle qui ne mettent personne à l'écart. En ce sens, les politiques macroéconomiques qui encouragent l'emploi représentent un préalable au développement.

Les approches de l'OIT en matière de politiques macroéconomiques favorables à l'emploi

Transformation structurelle et justice sociale sont inextricablement liées – et sont au cœur du mandat et du travail de l'OIT. La convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, propose à l'OIT et à ses mandants des orientations essentielles sur ces questions. Elle prévoit la promotion du plein emploi, productif et librement choisi, par l'élaboration et l'avancement de politiques nationales de l'emploi et de programmes pour le marché du travail, en coordination avec d'autres mesures nationales de développement (voir figure 1). Grâce aux nombreux échanges au sein de la Conférence internationale du Travail (CIT) entre les travailleurs, les employeurs et les gouvernements, les politiques macroéconomiques sont devenues l'un des rouages essentiels de l'ensemble des politiques de l'emploi dans le cadre

obstacles structurels, façonner la croissance économique, réduire la pauvreté et les inégalités, et investir dans un avenir plus inclusif et durable, en s'appuyant sur des politiques industrielles, le développement des compétences, les politiques d'entreprise et les politiques actives du marché du travail, ainsi que sur un investissement pérenne dans des systèmes de protection sociale universels et adéquats – même lorsque la marge de manœuvre budgétaire est limitée (OIT, 2022).

► **Figure 1. Politiques macroéconomiques dans le contexte de la convention n° 122 de l'OIT**



Note: PAMT = politiques actives du marché du travail.

Source: OIT (2022).

Résumés des chapitres et messages principaux

Chapitre 1 – Des politiques macroéconomiques axées sur l'emploi: une réalité dans les dispositifs de relance?

Auteurs: Sher Verick, Johannes Weiss et Dorothea Schmidt-Klau

Ce chapitre examine les tendances dans les orientations et les débats actuels sur la politique de l'emploi sous l'angle du dispositif de relance, en s'interrogeant sur l'évolution des politiques macroéconomiques du fait de la crise du COVID-19. Plus précisément, il cherche à voir s'il y a eu une évolution durable des politiques qui met davantage l'accent sur l'emploi et le travail décent. Il évalue également les politiques dans les secteurs qui présentent simultanément un potentiel de transformation structurelle et de création d'emplois décents.

L'analyse montre clairement que les politiques nationales de l'emploi ont fait des progrès significatifs dans leur réponse à la pandémie et dans la résolution de problèmes à plus long terme. Toutefois, la leçon générale qui en est tirée est que le dialogue est essentiel pour arriver à un consensus et à la prise en charge des problèmes et préparer ainsi le terrain pour réussir la mise en œuvre des politiques nationales de l'emploi. Et ce malgré les tiraillements entre le «temps en politique» (court terme) et les engagements à long terme.

La politique macroéconomique a également évolué en réponse aux chocs économiques récents, notamment les politiques monétaires et fiscales pendant la crise du COVID-19, qui a été suivie d'une crise du coût de la vie en 2022. Les impacts à court et à plus long terme de ces politiques sur l'inflation, les niveaux d'endettement et l'emploi sont variables.

Deux types de réorientation des politiques revêtent une importance particulière pour les politiques de l'emploi. Le premier concerne les programmes de protection de l'emploi et d'autres mesures de politiques pour le marché du travail. Pendant la pandémie, des innovations ont été introduites dans ces programmes, dont la couverture s'est

considérablement élargie, tout en présentant des différences en fonction des régions. Elles ont réduit les besoins en couverture chômage dans de nombreuses économies avancées. D'une manière générale, les programmes de protection de l'emploi présentent un potentiel considérable pour les pays, si elles possèdent la capacité administrative permettant de les élargir en fonction des chocs économiques ultérieurs.

Le deuxième type de réorientation des politiques concerne le rôle des politiques sectorielles pour favoriser l'emploi sur le plan national, notamment dans les secteurs de l'écologie, du numérique et des services à la personne. L'analyse montre que les politiques sectorielles présentent un fort potentiel pour faire progresser la transformation structurelle inclusive, et c'est pourquoi des pays, à tous les stades de développement, ont cherché à réorganiser leurs économies respectives, avec plus ou moins de succès. Ces politiques présentent comme facteurs de réussite une réflexion sur soi approfondie, un temps suffisant pour la conception et la mise en œuvre, et la participation d'un large éventail d'intéressés tout au long du processus.

Partant de ces constats, le chapitre présente les grandes priorités en cas d'intervention devant des crises multiples et les moyens de progresser vers une reprise centrée sur l'humain, comme le demande l'Appel mondial à l'action en vue d'une reprise centrée sur l'humain qui soit inclusive, durable et résiliente pour sortir de la crise du COVID-19 (OIT, 2021), à savoir des aides efficaces et en temps opportun pour maintenir le pouvoir d'achat des revenus du travail et une assistance suffisante aux groupes et secteurs les plus durement touchés.

Chapitre 2 – Des politiques macroéconomiques sensibles aux disparités femmes-hommes: les leçons tirées de la crise du COVID-19 et au-delà

Auteure: Valeria Esquivel

La crise du COVID-19 a exposé les inégalités profondément ancrées entre hommes et femmes, qui, ajoutées à d'autres inégalités, sévissent sur

les marchés du travail. Les femmes ont été plus durement touchées que les hommes par les pertes d'emplois pendant la crise, et il n'est pas exclu qu'elles soient écartées de la relance. Les schémas de croissance – c'est-à-dire les secteurs à l'origine de la contraction du PIB et qui repartent – sont particulièrement importants pour expliquer ces tendances, car les femmes sont surreprésentées dans les secteurs les plus durement touchés et les moins dynamiques. La crise a également montré que les politiques de l'emploi au sens large (notamment politiques macroéconomiques, sectorielles et actives du marché du travail) jouent un rôle important dans l'atténuation de ces effets, car les pertes d'emplois chez les femmes ont été relativement moins élevées dans les pays où ces politiques ont été mises en œuvre.

Les politiques de l'emploi sensibles aux disparités de genre sont celles qui s'intéressent explicitement aux effets de la crise du COVID-19 sur les deux genres et favorisent la création du plein emploi productif pour les femmes et les hommes, y compris dans les secteurs des services à la personne. Dans ce cadre, le chapitre s'intéresse aux politiques macroéconomiques mises en place pour répondre à la crise et soutenir la reprise et examine si elles ont tenu compte des questions de disparités de genre et comment elles l'ont fait (ou non). Il s'appuie sur des études de cas élaborées dans le cadre du programme conjoint ONU Femmes-OIT: Promoting Decent Employment for Women Through Inclusive Growth Policies and Investments in Care (promouvoir l'emploi décent pour les femmes grâce à des politiques favorisant la croissance partagée et à des investissements dans les services de soin à autrui), ainsi que sur d'autres sources.

Ce chapitre présente trois grandes conclusions. La première est que les *marchés du travail sont porteurs de genres*, car ils produisent et reproduisent les inégalités entre hommes et femmes, qui s'entrecoupent avec d'autres types d'inégalités. Cela est particulièrement évident dans deux aspects structurels des marchés du travail: les secteurs dans lesquels les femmes travaillent, qui déterminent dans une large mesure leurs conditions de travail, et les activités de soins à autrui non rémunérés, travail fourni principalement par les femmes, ce qui limite leurs débouchés en termes d'emploi et la qualité des emplois auxquels elles ont accès. La deuxième grande conclusion est que la *structure*

économique détermine en quoi les chocs macroéconomiques touchent l'emploi pour les femmes et les hommes, comme le montrent l'impact de la crise du COVID-19 et la crise actuelle du coût de la vie, ainsi que les politiques macroéconomiques mises en place pour y répondre. Si de nombreux gouvernements se sont empressés d'instaurer des politiques pour maintenir le fonctionnement de l'économie et préserver les revenus et les emplois pendant la crise du COVID-19, les réponses budgétaires ont été inégales et la plupart des mesures contre les disparités de genre furent progressivement supprimées sur la fin de 2021. Les coûts de la récession engendrés par les mesures de «stabilisation» actuelles pourraient, comme par le passé, être subis en premier lieu par les femmes. La troisième grande conclusion est que *les politiques macroéconomiques peuvent explicitement tenir compte des problèmes de disparités entre les hommes et les femmes. Ces objectifs doivent être intégrés dans les politiques budgétaires, monétaires, de change et d'endettement*. Cela va au-delà d'une démarche budgétaire sensible aux disparités de genre, mais en fait certainement partie. Un point de départ serait d'élargir le débat sur la marge de manœuvre budgétaire et de passer d'une approche statique à une approche dynamique. Trouver des sources de financement sensibles aux problèmes de parité – y compris sous forme d'aide financière et d'allègement de l'endettement – devient aussi crucial que le volet des dépenses pour obtenir des résultats en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. L'acheminement des ressources au travers du système bancaire s'est avéré efficace pour aider les secteurs principalement féminins et pourrait constituer un facteur permanent des politiques de crédit. En bref, les politiques macroéconomiques sensibles aux disparités de genre font partie intégrante d'orientations-cadres d'emploi cohérentes, globales et intégrées et doivent agir en tandem avec les politiques sectorielles, industrielles, de développement des compétences et actives du marché du travail pour promouvoir la parité entre les hommes et les femmes – dans le but de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour les femmes, en veillant ainsi à ce qu'elles ne soient pas laissées pour compte dans la relance et qu'elles ne soient pas, une fois de plus, les plus durement touchées en période de crise.

Chapitre 3 – Dans quelle mesure les économies en développement et émergentes sont-elles NEET: que sait-on et que peut-on faire?

Auteurs: Niall O'Higgins, Anna Barford, Adam Coutts, Adam Elsheikhi, Luis Pinedo Caro et Kate Brockie

Réduire la proportion de jeunes qui sont non scolarisés et sans emploi ni formation (le taux de NEET – en anglais: Not in Employment, Education or Training) est la cible 8.6 des ODD adoptée en 2015 (avec l'indicateur 8.6.1 qui l'accompagne). Ce taux présente certains avantages sur le taux de chômage des jeunes pour mesurer l'état des marchés du travail des jeunes, mais il soulève également certaines questions, notamment parce que ces jeunes ne sont pas nécessairement au nombre des participants au marché du travail tel qu'on l'entend habituellement. Ces jeunes sans emploi et déscolarisés constituent en effet un groupe très hétérogène, et le fait d'appartenir à ce groupe indique l'absence d'une caractéristique – soit l'absence d'emploi ou de possibilité d'études ou de formation – plutôt que la possession d'une caractéristique. La diversité des circonstances que recouvre le statut de NEET a des conséquences importantes pour les mesures à prendre, et les différences entre ces jeunes ont une incidence sur l'intervention qui convient. Les obstacles auxquels sont confrontés ces jeunes pour trouver un travail décent sont également nombreux et variés. La pandémie de COVID-19 a entraîné une nouvelle hausse des taux de NEET dans le monde entier, car elle a exacerbé les difficultés rencontrées pour accéder à un travail décent et rendu encore plus urgente la tâche vitale consistant à développer et adapter des moyens efficaces de réduire ces taux, surtout dans les pays à revenu faible et intermédiaire.

Ce chapitre fait le constat que la pandémie de COVID-19 a entraîné des répercussions particulièrement graves et étendues sur les jeunes. En 2020, le taux de NEET chez les jeunes sur le plan mondial a augmenté pour atteindre 24,9 pour cent, soit son niveau le plus élevé depuis le début des estimations en 2005. Même si ces taux se sont ensuite progressivement corrigés pour atteindre 23,5 pour cent en 2022, ils restent bien supérieurs à leurs niveaux d'avant la pandémie.

Si les jeunes NEET forment un groupe extrêmement hétérogène, on retrouve certaines similarités dans les tendances et les caractéristiques qui sont utiles pour orienter les interventions. Par exemple, dans la plupart des pays, les taux de NEET sont nettement plus élevés chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes; à l'échelle mondiale, deux jeunes NEET sur trois sont des femmes. Les taux de NEET tendent à diminuer avec l'élévation du revenu du pays et du niveau d'études individuel; les taux de NEET sont généralement plus élevés, et l'écart entre les sexes plus important, dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Il y a également de fortes indications que les NEET sont marqués à long terme: être NEET aujourd'hui signifie être plus susceptible de l'être encore demain, et c'est particulièrement vrai pour les jeunes femmes. Cela indique la nécessité d'intervenir au plus tôt et souligne le coût substantiel de l'inaction. En outre, élargir le champ d'action des interventions résultant de l'adoption du taux de NEET comme indicateur d'ODD pour mesurer les progrès sur les marchés du travail des jeunes aide à souligner la nécessité d'adapter les interventions pour éliminer les obstacles rencontrés par certaines catégories de jeunes NEET à la recherche d'un travail décent. Enfin et surtout, réduire le taux de NEET nécessite une approche globale ayant comme pierre angulaire des politiques de développement économique et sectoriel visant à encourager la création d'emplois, dans un dispositif de politiques et de programmes propres à chaque pays, conçus soit pour faciliter l'accès à un enseignement de qualité – et donc à un emploi de qualité –, soit pour s'ouvrir directement sur des emplois de qualité.

Chapitre 4 – Effets sexués sur l'emploi de l'effondrement des échanges commerciaux causé par le COVID-19 et de la reprise qui a suivi

Auteurs: Xiao Jiang, David Kucera et Loritta Chan

Ce chapitre fait appel à l'analyse des multiplicateurs fixes d'entrées-sorties pour estimer l'évolution du nombre d'emplois féminins et masculins du fait des changements dans les exportations vers les États-Unis et l'Union européenne (UE) pendant la crise du COVID-19 pour 44 économies en développement

et émergentes réparties dans différentes régions. Nous construisons des mesures de la distorsion «structurelle» par sexe en évaluant les différences apparues au cours de cette période dans les industries où les femmes et les hommes étaient représentés de manière disproportionnée, en faisant la distinction entre la phase d'effondrement global des échanges commerciaux dans le monde depuis le début de la crise jusqu'à la mi-2020 et la reprise relative qui a suivi.

Les résultats sont replacés dans des discussions portant sur la manière dont les liens de causalité ayant amené l'effondrement des échanges commerciaux dus au COVID-19 diffèrent de ceux de la crise économique de 2008-09, l'effet des mesures de relance dans les pays en développement et émergents, ainsi qu'aux États-Unis et dans l'UE, les conséquences possibles pour le commerce international et la restructuration des chaînes d'approvisionnement dans le monde, les effets plus larges du COVID-19 sur l'emploi et les différences entre hommes et femmes dans ces effets. Un des principaux constats fut que, pendant la phase d'effondrement des échanges commerciaux, le nombre de pays dont les chiffres de disparités entre les sexes étaient défavorables aux travailleuses se montait à 21 et 19 pour les exportations vers les États-Unis et l'UE respectivement. Ainsi, sur 44 pays en développement et émergents qui ont été évalués, les pays présentant des mesures de disparités défavorables aux hommes et défavorables aux femmes étaient en nombre à peu près égal. Par contre, pendant la période de relance du commerce mondial, les pays présentant des chiffres de disparités défavorables aux travailleuses étaient au nombre de 29 et 33 pour les exportations vers les États-Unis et l'UE respectivement. En bref, les pays présentant des chiffres de disparités défavorables aux travailleuses étaient plus nombreux pendant la période de *relance* du commerce mondial que pendant la phase d'*effondrement* des échanges commerciaux, ce qui est indicatif du fait que les travailleuses ont moins profité que les travailleurs des emplois ouverts en raison de l'évolution des exportations.

Ce constat reflète la reprise rapide des exportations dans des industries fortement masculines, comme le pétrole et le gaz naturel, les machines et équipements, les véhicules à moteur et pièces détachées ainsi que les moyens de transport. Par

contre, dans les industries fortement féminines, on ne constate pas de tendances aussi claires. Par exemple, s'il y a eu une forte reprise du secteur de l'habillement pendant la période de reprise du commerce mondial à partir de la mi-2020, elle a été corrigée par le fort déclin des exportations de textiles des 44 pays vers les États-Unis et l'UE sur la période. En ce qui concerne les chocs des échanges commerciaux dus au COVID-19, des actions sensibles aux disparités de genre sont au moins autant, sinon plus, importantes pendant les périodes de relance que pendant les périodes d'effondrement du commerce dans le monde.

Chapitre 5 – Un dispositif-cadre de politique macroéconomique porteur d'emplois pour l'Afrique

Auteurs: Gilad Isaacs, Ilan Strauss et Bernd Mueller

Les économies africaines souffrent d'un manque de transformation structurelle qui permettrait d'évoluer vers une production diversifiée, productive et à plus forte valeur ajoutée, capable de créer des emplois décents et productifs. Si les marchés renforcent les créneaux actuels porteurs d'avantages relatifs sous forme d'enclaves de production de matières premières, les mesures macroéconomiques «axées sur la stabilisation» n'ont pas réussi à encourager la croissance et la création d'emplois en Afrique, car elles n'ont pas conduit à diversifier les capacités de production dans la plupart des pays. Ce chapitre propose un cadre de politique macroéconomique favorable à l'emploi qui place les mesures macroéconomiques dans un dispositif global axé sur la transformation structurelle et la création d'emplois. Il s'agit d'intégrer des politiques macroéconomiques, sectorielles et pour le marché du travail en un seul ensemble de mesures qui se complètent mutuellement. Les politiques macroéconomiques se doivent d'intégrer des objectifs d'emploi et une orientation macroéconomique qui facilitent la transformation structurelle. Les outils macroéconomiques et les résultats sont à évaluer en fonction de leur capacité à diversifier les exportations et améliorer l'emploi, et non simplement selon des objectifs de stabilisation.



Le chapitre en tire les conclusions suivantes: la dépendance de l'Afrique à l'égard des matières premières et son manque de transformation structurelle sont au cœur de ses difficultés en matière d'emplois. Les mandants tripartites de l'OIT ont toujours reconnu la place centrale de la transformation structurelle et la nécessité de mesures complètes pour l'emploi, dont des politiques macroéconomiques, sectorielles et pour le marché du travail pour avancer sur cette question. La croissance de l'emploi décent et productif exige la coordination et l'intégration de politiques macroéconomiques, sectorielles et pour le marché du travail dans un dispositif complet de politique de l'emploi. De plus, les objectifs en matière d'emplois devraient être ciblés directement par les organismes gouvernementaux, au lieu d'être considérés comme des résultats accessoires découlant de la croissance du PIB. Un dispositif-cadre macroéconomique se doit de faire plus que stabiliser l'économie. Il doit plutôt se servir de l'intégration des objectifs d'emplois et sectoriels dans un cadre de politique fiscale et monétaire afin de stimuler l'emploi par des mesures à court terme agissant sur la demande et des mesures de plus longue durée pour accroître et diversifier l'offre. Il est aussi évident que les politiques de diversification sectorielle en Afrique ne peuvent pas être séparées de la stabilité macroéconomique de la balance des paiements (externe). La diversification des exportations permet d'assouplir les contraintes de l'offre: celles-ci se retrouvent dans les arbitrages entre emploi et inflation et dans les contraintes qui pèsent sur la balance des paiements. L'offre diversifiée aide aussi à pérenniser davantage les financements externes. Pour finir, le chapitre souligne que les politiques pour le marché du travail sont essentielles pour répartir équitablement les gains de productivité, ce qui favorise les termes de l'échange, la lutte contre la pauvreté et les inégalités, et les relations de l'ensemble de l'économie avec la production de matières premières.

Ce chapitre avance l'idée que ce n'est que par un tel dispositif-cadre macroéconomique, transformateur et favorable à l'emploi que les pays africains pourront réaliser une transformation structurelle durable et créer des emplois productifs et décents pour les femmes et les hommes d'Afrique, et notamment pour la jeunesse.

Références

OIT. 2020. *Global Employment Policy Review: Employment Policies for Inclusive Structural Transformation*. Genève: BIT.

—. 2021. *Appel mondial à l'action en vue d'une reprise centrée sur l'humain qui soit inclusive, durable et résiliente*. https://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/109/reports/texts-adopted/WCMS_806094/lang--fr/index.htm. Genève: BIT.

—. 2022. *Faire face à la crise et favoriser un développement inclusif et durable grâce à une nouvelle génération de politiques globales en faveur de l'emploi. Troisième discussion récurrente sur l'objectif stratégique de l'emploi*. ILC.110/V. https://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/110/reports/reports-to-the-conference/WCMS_842085/lang--fr/index.htm. Genève: BIT.

**Faire avancer la justice
sociale, promouvoir
le travail décent**

L'Organisation internationale du Travail est l'institution des Nations Unies spécialisée dans les questions liées au monde du travail. Elle rassemble gouvernements, employeurs et travailleurs autour d'une approche de l'avenir du travail centrée sur l'humain, en soutenant la création d'emplois, les droits au travail, la protection sociale et le dialogue social.

Organisation internationale du Travail
Route des Morillons 4
1211 Genève 22
Suisse